SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1899.

Rapport de la Commission des Chemins de fer, Postes et Télégraphes chargée d'examiner le Projet de Loi portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1904 des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851 concernant les tarifs et règlements des correspondances télégraphiques.

(Voir les n^{os} 3 et 25, session de 1899-1900, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Comte DE PRET ROOSE DE CALESBERG, BOËL, OTLET, le Baron PYCKE DE PETEGHEM, SELB et HOUZEAU DE LEHAIE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Depuis le 1^{er} mai 1851, le Gouvernement a été autorisé à régler les tarifs des correspondances télégraphiques et les conditions de transmission de ces correspondances.

La loi du 11 juin 1895 a étendu cette autorisation aux communications téléphoniques.

Ces pouvoirs prorogés de trois en trois ans expirent le 31 décembre de cette année.

Nous ne croyons pas devoir reproduire dans ce rapport les renseignements sur l'usage que le Gouvernement a fait de cette autorisation. Ils figurent dans l'exposé des motifs qui a été distribué aux membres du Sénat.

Nous désirons cependant appeler l'attention du Sénat et de M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes sur les résultats de l'exploitation des télégraphes et des téléphones.

D'après le compte rendu de l'année 1898, les recettes se sont élevées :

Télégraphes	4,130,463 72
Téléphones	3,371,807 50
Ensemble	<u>7,502,271 22</u>

Les charges de ces services ont été :

Dépenses annuelles directes fr.	6,222,505 27
Id. supportées par d'autres services	732,623 »
Intérêt et amortissement des 19,058,900 francs de premier établissement	667,061 50
Total. fr.	<u>7,622,489 77</u>

Les recettes dépassent donc les charges, amortissement compris, de fr. 79,781-45.

Il résulte de ces données que tous les télégrammes de service, au nombre de 4,183,348, sont complètement payés par les particuliers qui emploient le télégraphe ou le téléphone.

On se demande pourquoi ces derniers doivent être les seuls contribuables supportant des frais d'administration qui profitent à la généralité, ainsi que le coût des innombrables télégrammes échangés au chemin de fer pour assurer la régularité des trains.

Si les diverses administrations qui se servent des télégraphes et des téléphones étaient débitées des dépenses qu'elles occasionnent, il serait possible d'abaisser des tarifs trop élevés, notamment le prix de l'abonnement au téléphone dans la plupart des réseaux.

Loin de voir par cette mesure diminuer ses recettes, l'Etat, par l'extension des services, les augmenterait rapidement.

La Commission, à l'unanimité, vous propose d'adopter le Projet de Loi soumis à vos délibérations.

Le Rapporteur,
HOUZEAU DE LEHAIE.

Pour le Président,
C^{te} DE PRET.